

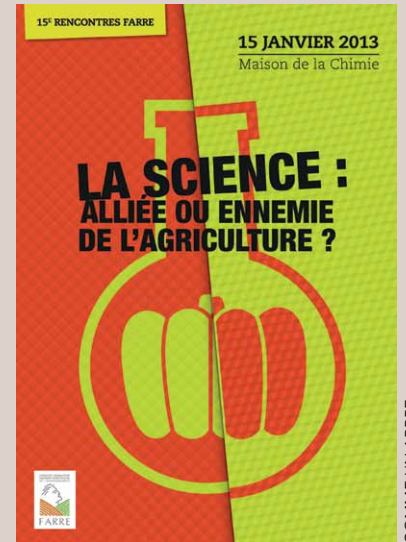
La science : alliée ou ennemie de l'agriculture ?

LES 15^{ES} RENCONTRES FARRE SE TIENDRONT LE MARDI 15 JANVIER 2013 APRÈS-MIDI, À LA MAISON DE LA CHIMIE À PARIS. LE PHILOSOPHE LUC FERRY, LE SOCIOLOGUE ROGER LE GUEN AINSI QUE CHERCHEURS, ENSEIGNANTS ET AGRICULTEURS Y DÉBATTONT ENSEMBLE AUTOUR DU THÈME « LA SCIENCE : ALLIÉE OU ENNEMIE DE L'AGRICULTURE ? »

Les avancées de la science et son utilité sont aujourd'hui contestées. L'agriculture n'échappe pas à cette remise en question. Les sciences biologiques agricoles, à travers l'exemple notamment des organismes génétiquement modifiés, semblent aujourd'hui de plus en plus assimilées à une menace pour

la santé humaine et à la dégradation de l'environnement. Pourtant la recherche agronomique est à l'origine de la multiplication des rendements par quatre au cours du siècle dernier.

Comment peut-on envisager la restauration de cette crédibilité et de l'adhésion des agriculteurs et du public ? Les instituts de recherche doivent-ils encore plus se rapprocher de la réalité agricole ? Quelle place la science doit-elle accorder à l'éthique ? Les inquiétudes de l'opinion publique en ce qui concerne les sciences agricoles proviennent en grande partie du sentiment de ne pas être informé, ou pire, que la vérité n'est pas révélée. La science – et notamment les biotechnologies agricoles – ne doit-elle pas informer plus ouvertement de ses travaux la société



COMME UN ARBRE

tout entière ? Autant de questions parmi d'autres qui ne manqueront pas d'être soulevées à l'occasion de ces 15^{ES} rencontres Farre. ■

CR

Sur le yif...

> **LA SNDD 2014** (Stratégie nationale du développement durable), et notamment les indicateurs qui y seront associés, va être à nouveau débattue. La SNDD 2003-2008 avait acté notamment parmi ses indicateurs l'objectif que 30 % des exploitations françaises soient qualifiées en agriculture raisonnée avant 2008. En 2006, cet objectif avait été abaissé à 5 % d'ici 2008, pour finalement ne pas faire l'objet d'une réévaluation lors de la SNDD 2010-2013. La nouvelle SNDD reprendra-t-elle comme indicateur un objectif par rapport à l'adhésion des agriculteurs à la nouvelle certification HVE (haute valeur environnementale) ? La question peut se poser alors même que depuis leur arrivée au gouvernement, aucun ministre, de l'Agriculture ou de l'Écologie, ne s'est exprimé sur cette démarche, ni sur sa pertinence, ni sa poursuite et encore moins sur son accompagnement.

De nouveaux responsables à la tête d'EISA

LORS DE SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, QUI S'EST TENUE À PARIS LE 21 NOVEMBRE, L'ASSOCIATION EUROPÉENNE EISA* A ÉLU SON NOUVEAU BUREAU AVEC PATRICK WRIXON, DE L'ASSOCIATION ANGLAISE LEAF, À SA TÊTE. SYLVIANE MARTIN-PIERRAT, MEMBRE DE FARRE, A ÉTÉ ÉLUE VICE-PRÉSIDENTE.**

Patrick Wrixon, agriculteur sur une exploitation de polyculture et élevage ovin d'environ 200 hectares à l'ouest du Royaume-Uni, près du Pays de Galles, a mis en place un large programme de promotion de la biodiversité sur plus de 20 km de bordures enherbées et de restauration d'une zone humide de 9 hectares. Il a par ailleurs développé un projet pédagogique sur les nouvelles énergies et travaille à la réinsertion sociale des personnes handicapées.



Patrick Wrixon, agriculteur britannique, porte l'agriculture intégrée au niveau européen.

Lors de son élection, Patrick Wrixon a souligné sa détermination à « promouvoir l'agriculture intégrée

comme la solution concrète et réaliste pour une agriculture durable sur le terrain ». Pour cela, EISA développera au niveau européen une meilleure compréhension de l'agriculture intégrée auprès des politiques et encouragera plus d'échanges entre les pays membres. ■

LLQ

* EISA : European Initiative for Sustainable Development in Agriculture

**LEAF : Linking Environment and Farming

Le progrès scientifique n'est accepté que si le bénéfice l'emporte sur le risque

Farre consacre son prochain colloque au thème de la science en agriculture.

Le sociologue Daniel Boy décrypte les réactions de la société face aux avancées technologiques.

DANIEL BOY,
DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CÉVIPOF*



CÉVIPOF

Farre: Comment jugez-vous le rapport de la société avec la science ?

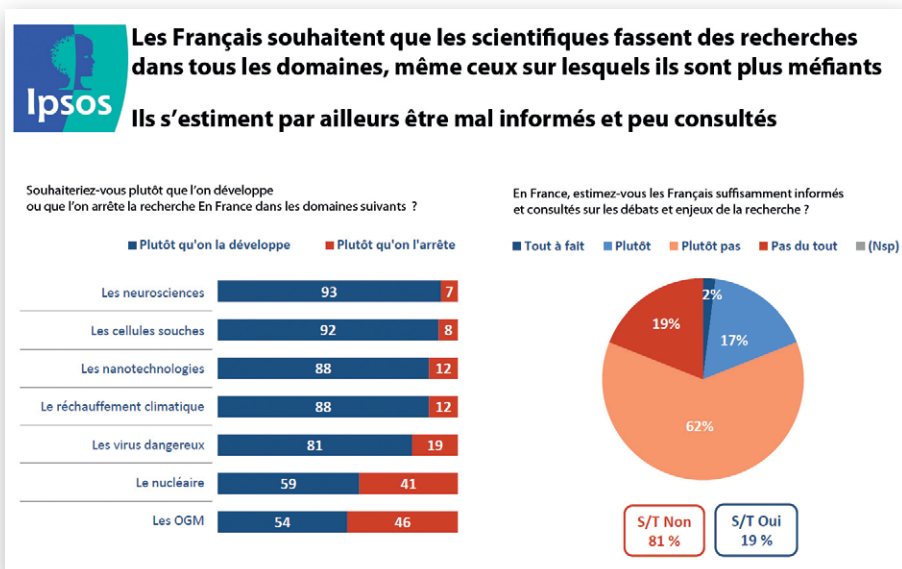
■ **DANIEL BOY:** Les enquêtes d'opinion ont montré une évolution dans la relation entre science et société. Il y a quarante ans, la société estimait en très grande majorité, à près de 70 %, que la science apportait plus de bien que de mal. Aujourd'hui, les rapports se sont inversés et la société estime majoritairement que la science apporte autant de bien que de mal. Nous sommes passés ainsi d'une vision positiviste de la science à une méfiance, ou plutôt à un questionnement. Depuis les années 1970 et l'essor d'une sensibilité à l'environnement, sont arrivées quelques grandes catastrophes technologiques et des crises scientifiques majeures telles que l'affaire du sang contaminé, la vache folle, les OGM et peut-être demain les nanotechnologies. La société s'interroge sur les liens qui unissent la science

à des intérêts privés tournés vers le profit commercial. Les rapports sciences/société ne sont pas devenus des rapports de défiance mais des rapports ambigus, compliqués, acceptant les progrès technologiques mais refusant les risques.

Pourquoi la recherche aujourd'hui, notamment les biotechnologies, fait-elle peur ?

La perception en France et en Europe des biotechnologies n'est pas la même suivant les recherches conduites. Ainsi, pour les « biotechnologies

rouges », c'est-à-dire celles appliquées au domaine médical, on assiste à une attitude favorable. Ceci s'explique par le fait que sont pris en compte le bien du patient l'amélioration de la santé, même si des réserves sont émises quant à l'utilisation



EXTRAIT DE L'ENQUÊTE IPSOS/LOGICA BUSINESS CONSULTING
POUR LA RECHERCHE ET LE MONDE DE JUIN 2012 - [HTTP://WWW.IPSOS.FR](http://www.ipsos.fr)

de certaines technologies sensibles du point de vue de l'éthique (les cellules souches par exemple). Quant aux « biotechnologies vertes », dans le domaine des plantes, l'acceptation est bien moins évidente. De l'alerte au soja fou en 1996 jusqu'aux récents travaux du professeur Séralini, la crise des plantes transformées génétiquement n'est pas résolue.

Face aux progrès scientifiques, le public européen évalue la balance risques/bénéfices par rapport à ses intérêts personnels. Ainsi, pour un objet éventuellement contesté comme le téléphone portable, le bénéfice est tel que le risque pour la santé n'est pas pris en compte. En revanche, la société ne trouve aucun bénéfice à consommer des OGM. L'argument mettant en avant que ces OGM permettent de diminuer les quantités utilisées de pesticides,

n'est pas compris ou n'est pas estimé convaincant. Le citoyen n'y voit un intérêt que pour les fabricants ou les agriculteurs. Cette réaction est tout à fait rationnelle : quelle raison peut justifier de prendre un risque même infinitésimal si je n'en tire aucun bénéfice personnel ? Bien sûr, il y a les alicaments ou les plantes transformées génétiquement pour des conditions climatiques difficiles, mais cela n'est pas concret et relève du domaine du futur.

Quelles pourraient être selon vous les pistes pour améliorer l'adhésion aux progrès technologiques ?

On a longtemps pensé que l'acceptation des enjeux de la science passait uniquement par l'information. Il faut sortir de cette illusion, cela ne fonctionne pas ou plus comme cela. Ceux qui émettent des réserves sur les progrès

technologiques ne sont pas des ignorants, ils développent des argumentaires très étayés. S'il faut certes continuer à apporter un flux d'informations, cela ne suffit pas. Il faut aussi un dialogue avec la société et la faire participer au débat, même si cela peut être compliqué. Les conférences citoyennes peuvent y contribuer. Initialement conçues et utilisées au Danemark, de telles conférences ont été mises en place en France (sur les OGM, le changement climatique ou les boues de station d'épuration). Les citoyens peuvent alors appréhender les termes et les enjeux du débat concernant les risques induits par l'innovation scientifique, et ainsi prendre position en connaissance de cause. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR CLAUDE RICHARD

* Cévipof: Centre de recherches politiques de Sciences Po

➤ Titulaire d'une licence en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, **DANIEL BOY** est directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cévipof). Ses recherches se sont développées dans trois domaines : la sociologie électorale, l'écologie politique en France et en Europe et les relations entre science, technique et société. Il participe également à un réseau de chercheurs européens centré sur l'analyse de l'impact des biotechnologies en Europe. Enseignant à Sciences Po, Daniel Boy participe à l'animation de la Chaire de développement durable. Il est aussi l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Le progrès en procès* (Éd. Presses de la Renaissance, 1999), *Pourquoi avons-nous peur de la technologie ?* (Éd. Presses de Sciences Po, 2007) ou *Les Parlementaires et l'environnement* (Cahiers du Cévipof n° 52, 2010). Il est également le coauteur du livre *Les biotechnologies en débat : pour une démocratie scientifique* (Éd. Balland, 2002).

« La science doit me permettre d'améliorer mon quotidien d'agriculteur »



THIERRY BENOÎT,
AGRICULTEUR
DANS LE PAS-
DE-CALAIS

► Le progrès scientifique appliqué à ma ferme doit m'apporter un bénéfice économique, une amélioration de mon confort et de mon rapport à la société. Je citerai deux exemples pour lesquels la science peut avoir des effets totalement différents sur mon exploitation. Prenons l'exemple du GPS et de

l'électronique embarquée. Ce type de matériel permet de diminuer, voire de supprimer les doubles passages lors des semis, de l'épandage d'engrais ou de produits phytosanitaires, ce qui pour moi représente une économie en termes d'intrants. Cette diminution de fertilisation évite aussi les effets de verse des cultures. Ces nouvelles technologies nous apportent également un certain confort de conduite du matériel. Et enfin, tout en diminuant mes intrants, je peux communiquer sur mes efforts dans ma démarche d'un meilleur respect de l'environnement. Autre exemple, le dossier épineux des OGM : on assiste à un face-à-face entre les faucheurs volontaires, les firmes productrices et les scientifiques que l'on soupçonne d'être inféodés aux précédents. À ce niveau, les OGM

n'apportent aucune amélioration en termes de confort ni d'économie pour l'agriculteur, et surtout, ils véhiculent une mauvaise image vis-à-vis de la société.

Il est paradoxal de voir au pays de Descartes refuser le progrès scientifique avec des arguments très flous et peu rigoureux. Mais il est vrai que la raison ne va pas forcément de pair avec la science. On le voit bien aux États-Unis où d'un côté la science est remise en cause par les créationnistes qui arrivent à imposer leurs idées sur la négation de la théorie de l'évolution, et où, d'un autre côté, la société accepte sans problème les manipulations génétiques. Enfin, il ne faut pas oublier que le professionnel qu'est l'agriculteur, est aussi un consommateur et un citoyen responsable.

N.R.

Les premiers enseignements

Plus de 300 personnes ont assisté le 27 septembre à la démarche de médiation que Farre a organisé à l'Assemblée nationale et qui mettait en présence, d'un côté, des représentants du monde agricole et, de l'autre, des représentants de France Nature Environnement (FNE).

Que retenir de cette initiative inédite ? Quels enseignements en tirer pour l'avenir ? Tout d'abord, le sentiment d'avoir franchi une étape prévaut : quand nous nous sommes lancés dans ce projet de médiation, nombreux étaient ceux qui nous ont dit que c'était une très bonne idée mais la plupart nous ont aussitôt fait comprendre que les résistances, les postures de part et d'autre rendraient l'exercice impossible. Effectivement, ce ne fut pas tous les jours un long fleuve tranquille mais au fil du temps, plus les positions des uns et des autres se crispaient, plus l'exercice de médiation nous est apparu comme le moyen d'apaiser les tensions et de sortir de cette confrontation stérile.

Ensuite, nous connaissons la satisfaction de voir que le dialogue que nous avons initié à Farre avec l'ensemble des parties prenantes est une voie d'avenir. Jean-Paul Delevoye, président du CESE, le Conseil économique social et environnemental, a très bien démontré que la logique binaire de notre société créait des gagnants et des perdants et engendrait des frustrations et donc des résistances au changement. Une entente totale sur les sujets traités n'a pas été trouvée, toutefois, comme l'a précisé le médiateur, « la première étape a permis de construire un constat partagé de situations génératrices de désaccords ».



Enfin, le dernier enseignement est la confirmation que le débat d'idées et la confrontation d'arguments restent un moyen de communication efficace pour faire passer des messages et retenir l'attention. Car au-delà des positions techniques qui ont été avancées sur les pesticides ou sur les algues vertes, le fait même de se lancer dans cet exercice de médiation a suscité l'intérêt et nous a permis d'être audibles sur l'évolution des pratiques des agriculteurs et d'expliquer les efforts environnementaux déjà réalisés.

Tout reste maintenant à construire : mise en place d'indicateurs permettant un diagnostic partagé, corpus environnemental pour les enseignants, ouverture du dialogue à d'autres acteurs. Autant d'ambitions inscrites dans la charte de médiation qu'il nous faudra traduire en actes concrets.

GILLES MARÉCHAL

> 15° RENCONTRES FARRE

« La science : alliée ou ennemie de l'agriculture ? », mardi 15 janvier 2013 de 14 heures à 18 heures, à la Maison de la Chimie, 28 rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Programme complet et inscription nredler@farre.org

> LE PROGRAMME BIODIVERSID SE POURSUIT

Le programme BiodiversID a maintenant un an d'existence. En 2012, 36 fermes y ont participé. À l'aide d'indicateurs pertinents, ce programme cherche à concilier économie et biodiversité et à tester des aménagements favorables à la biodiversité qui soient compatibles avec la rentabilité des exploitations. BiodiversID est reconduit pour 2013 et est ouvert à tout agriculteur intéressé pour travailler sur la biodiversité. Contact : Vincent Guillot - Tél. : 04 72 32 48 71 - contact@biodiversid.fr



> FARRE AU SALON DE L'AGRICULTURE 2013

Farre sera présent au Salon de l'agriculture du 23 février au 3 mars, dans le hall 2.2 au sein de l'Odyssée végétale, au cœur d'une ferme de 1 000 m², sur laquelle les agriculteurs du réseau expliqueront leur travail et leurs pratiques quotidiennes.

Ont participé au forum de l'environnement :

L'équipe de Farre,
Nadège Redler, Claude Richard,
Gilles Maréchal, Laure Le Quéré
19, rue Jacques-Bingen
75017 Paris
Tél. : 01 46 22 09 20
Fax : 01 46 22 02 20
Site : www.farre.org

PRATIQUES AGRICOLES - ENVIRONNEMENT - PROGRÈS TECHNIQUES - ÉCHANGES & PARTAGES

Vous aussi rejoignez le réseau FARRE !

- Vous êtes agriculteur.
- Vous voulez vous engager dans une démarche de certification environnementale.
- Vous souhaitez expliquer vos pratiques et partager vos expériences dans le cadre d'une démarche de progrès.
- Vous êtes intéressé par les activités de FARRE et de l'un de ses réseaux spécialisés (protection intégrée,

machinisme, biodiversité, énergie...).

Pour plus d'informations, contactez l'association FARRE
Tél. : 01 46 22 09 20
Mail : farre@farre.org